

MONGONGO



Bimensuel 22 avril 2010

N°17 200 FC

Une fonction publique de démotivés

Comment être assidu au travail et motivé pour mener à bien les plans de développement du gouvernement lorsqu'on est mal payé et sans moyens de fonctionnement ? Les fonctionnaires n'en ont plus le goût et manquent de zèle.

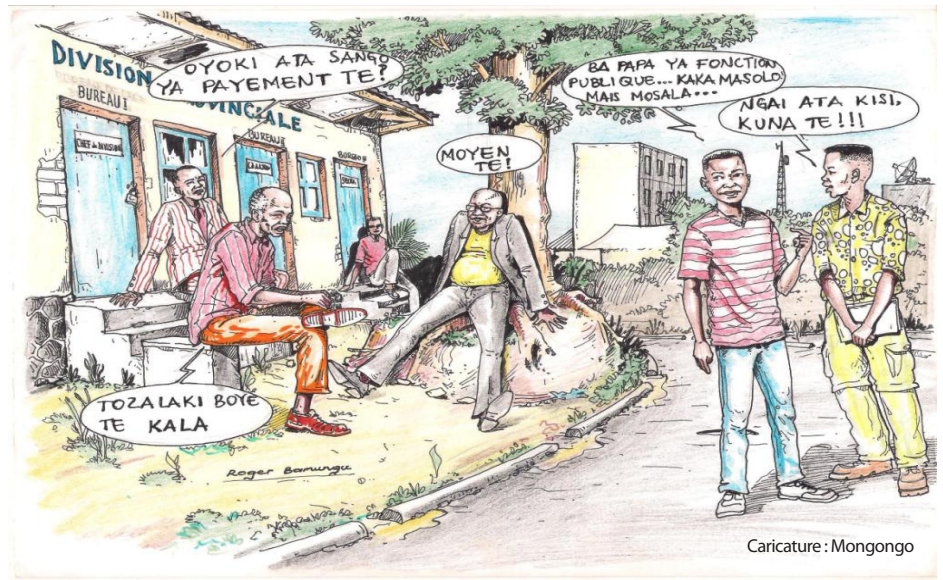
Il est 7h30, heure légale du début de travail, mais les portes de la plupart des bureaux de l'Etat sont hermétiquement fermées. A la Mairie, un policier hisse le drapeau mais seulement une vingtaine d'agents entonnent l'hymne national. «La majorité des fonctionnaires n'y assiste pas faute de transport», explique l'un d'eux.

Dans les autres divisions et services, les bureaux sont déserts. C'est vers 9 h que les portes s'ouvrent timidement. Un huissier à peine arrivé laisse entendre que le chef n'arrive pas à heure fixe. «Comment demander à quelqu'un qui a vieilli et qui est impayé de venir à 7h30 au bureau», dit un agent. Les usagers attendent ou, en habitués, ne viennent qu'à 10h.

Une fois arrivés, les fonctionnaires se tournent souvent les pouces. Les discussions sur la paie et l'actualité politique dominent les conversations. Ils confondent le temps passé au bureau et le travail. «La plupart viennent en retard, causent et rentrent tôt», affirme le Professeur Joseph Bosongo, sociologue. «La pauvreté les pousse à la corruption, mendicité, vol, destruction du patrimoine...», analyse Faustin Mtoro, secrétaire provincial du Syndicat national du personnel administratif, technique et ouvrier (Synapat). Pour le Chef de travaux à l'Unikis, Jean Losumbe Bondondo, politologue, «les responsables des services assistent avec impuissance à ces inconduites des agents car ils se trouvent dans la même situation».

Sans droits, moins d'obligations

«On n'attendra pas d'un subalterne un bon rendement sans que ses droits ne soient respectés», déclare Richard Azelito, Inspecteur provincial du Développement rural. Depuis janvier, les fonctionnaires sont impayés. Et le salaire est, de toutes façons, insuffisant. Un chef de division, par exemple, touche à peine 40 000 Fc (44,4 \$). «L'agent n'a



Caricature : Mongongo

aucun avantage : pas de salaire et de pécule de congé, pas de frais de transport, de logement, de mutation, de retraite, ni de soins médicaux», regrette Faustin Mtoro. Les services publics n'ont pas de frais de fonctionnement. Certains responsables payent de leur poche les fournitures de bureaux. «Cela fait près de 5 ans que les divisions ne sont plus subventionnées», fait remarquer Richard Azelito.

Les usagers sont parfois obligés d'acheter des papiers, de saisir, d'imprimer ou de photocopier des documents légaux avant la signature. Ils prennent aussi en charge le transport des agents lors des descentes sur le terrain. Ce qui en décourage beaucoup de se plaindre à la police par exemple.

Gboisso M'Bakpokya, Chef de division de la fonction publique, fonctionnaire depuis 1967, affirme que seul le patriotisme les anime aujourd'hui. Il se souvient de l'époque où deux mois suffisaient pour acheter un vélo et rêver de se marier. En novembre dernier, le nouveau Directeur de province (chef de l'administration), François Domboli a initié des visites dans 41 sur 47 divisions. «Le souhait est qu'elles ne

se limitent pas à enregistrer les problèmes, mais plutôt qu'elles les résolvent», espère Richard Azelito.

Frein au développement

«Avec une administration peu efficace, souligne J. Bosongo, les programmes du gouvernement ne sont pas bien réalisés. L'Etat et la population y perdent énormément.» «Que peut-on attendre des agents qui travaillent dans des conditions où ils ne peuvent donner le meilleur d'eux-mêmes», s'interroge J-L Bondondo.

En outre, le personnel est vieillissant. De nombreux jeunes viennent dans la fonction publique pour y avoir la mécanisation et partent travailler ailleurs. D'autres ne veulent pas y aller craignant d'y moisir.

«Ces agents se payent à leur façon : corruption, détournement des fonds, clientélisme, mafia, tracasseries administratives, marchandage des documents...», regrette J. Bosongo. Pour F. Mtoro, «la dépolitisation de l'administration et l'amélioration sensible des conditions sociales seraient des remèdes.»

Trésor Boyongo

A LIRE EN PAGE...

1 Une fonction publique de démotivés

2 Les professeurs visiteurs tardifs mais nécessaires

3 Des «séances» payantes remplacent les leçons en classe

4 Kumbakumba, les vieux aux vieux vélos

Les professeurs visiteurs tardifs mais nécessaires

Les professeurs visiteurs sont indispensables à l'Unikis qui manquent d'enseignants. Mais les étudiants se plaignent de leur arrivée tardive et de leurs cours dispensés parfois un peu de manière expéditive.

Depuis le début de l'année, nous n'avons eu qu'un seul cours», se désole un étudiant de troisième graduat en Droit. Dans nombre d'auditoires des facultés, peu de cours ont été donnés depuis octobre dernier. En cause, l'absence des professeurs visiteurs. Des facultés et départements de Droit, Economie, Relations Internationales, Science de la Communication et de l'information (Sic), Santé publique, Agronomie, Pharmacie ont été créés sans disposer de

académiques stipulent qu'un professeur ne peut avoir plus de deux cours», affirme le chef de travaux Richard Kadiebwe, du département de relations internationales. Selon un enseignant, «les raisons politiques ont primé sur les considérations académiques pour la création de ces facultés vers les années 2000.»

Professeurs peu disponibles

Chaque année, chaque étudiant verse des frais (40 \$ cette année) de mobilité des professeurs vi-

nécessaire. «S'ils ne viennent pas comment décerner des diplômes aux étudiants qui n'ont pas suivi des cours», s'interroge un autre doyen dans l'anonymat. Selon Arthur Chimwanga, conseiller diplomatique du recteur, «l'Unikis dispose d'environ 88 professeurs permanents et 88 visiteurs pour au moins 5000 étudiants. Il en faut 300». Dans ces nouvelles facultés, les assistants manquent de professeurs pour les encadrer pour qu'ils deviennent à leur tour enseignants. Mais former coûte cher. «Pas moins de 20 000 \$ pour envoyer un enseignant en formation à Kinshasa ou ailleurs», ajoute-t-il.

C'est ainsi que sous le comité de gestion dirigé par le professeur Ngonda Dauli, l'Unikis a signé des partenariats avec des universités d'autres pays. Les jeunes assistants et étudiants qui obtiendront des bonnes cotes suivront des cours de master localement grâce au Conseil Universitaire Flamand qui enverra ses professeurs. Depuis 2005, la Coopération technique belge octroie des bourses de diplômes d'études supérieures (D.E.S). Le Mouvement des Intellectuels pour le Développement de l'Afrique (MIDAS) envoie des professeurs dispenser cours gratuitement.

Roy Shabani



Credit photo : Mongongo

Bâtiment administratif de l'Université de Kisangani

professeurs. L'université fait donc appel aux enseignants d'autres universités du pays.

Mais ces derniers arrivent souvent en fin d'année et dispensent leur cours à un rythme accéléré qui ne permet pas aux étudiants de bien assimiler les matières. «L'année passée, un cours de 90h a été brossé en 8h», regrette un étudiant. «Le cours se donne à toute allure de 8h à 20h, plus les travaux pratiques et les examens simultanément. Il n'y a pas de temps de discussions avec les étudiants», reconnaît le chef de travaux Lukongo Mondo du département de Sociologie.

La Faculté d'Economie, par exemple, attend chaque année environ 14 professeurs visiteurs. Un seul d'entre eux peut avoir plus de six cours. Pourtant «les instructions

siteurs qui sont payés à l'heure. «La faculté prend contact avec l'enseignant et le recteur lui envoie le billet d'avion, explique le professeur Lissendja Bolimbo. Mais ces professeurs sont d'abord liés à leurs institutions. Certains sont conseillers dans un cabinet ministériel à Kinshasa, ils ont très peu de temps ici». Certains enseignants négocient avec le chef de promotion le nombre d'heures prestées indiqué sur leur fiche. «Les chefs de promotion doivent prendre leur responsabilité car les étudiants payent», souligne le vice doyen chargé de l'enseignement de la faculté des lettres. «Quand nous partons enseigner à l'Est, témoigne un professeur, si tu n'as pas atteint les trois quarts de la matière, on ne te paye pas.» Mais le passage de ces enseignants est

Election

21 avril, arrivée du 3^{ème} vice président de la CEI, Crispin Kankonde pour superviser l'élection partielle du vice gouverneur de province, par au moins les trois quarts des députés provinciaux, prévue le 28 avril. La campagne électorale est prévue du 24 au 26 avril, au sein même de l'Assemblée provinciale. Selon Jean Pierre Makakaro, coordonnateur du bureau de représentation de la CEI/P.O, seule la candidature de l'Alliance de la majorité présidentielle (AMP) a été déposée, celle du député provincial Arama Ismaël, rapporteur adjoint du bureau sortant de l'Assemblée provinciale, issu du parti politique RCD/KML. C'est en octobre 2009 que le vice gouverneur, Joseph Bangakya, a démissionné de ses fonctions pour des convenances personnelles a-t-il précisé.

Des «séances» payantes remplacent les leçons en classe

Pour arrondir leurs fins des mois, les enseignants du secondaire organisent des séances payantes quasiment obligatoires en plus des cours habituels qu'ils n'arrivent pas à finir. Une pratique qui dévalorise l'enseignement et pèse sur les parents.

Dans de nombreuses écoles secondaires de la ville, les enseignants organisent des séances de cours en dehors des heures normales. Officiellement, pour aider les élèves à aller au bout du programme mais cette pratique est devenue une source de revenus pour certains enseignants. «Nous étudions régulièrement dans l'avant midi et les séances payantes des cours d'options ont lieu chaque vendredi, samedi et dimanche de 14h à 17h30», témoignent des élèves de 5^{ème} des humanités à l'Institut II de Kisangani. Certains d'entre eux n'ont plus le temps ni de revoir les leçons à la maison, ni de se reposer.

Au départ ces séances étaient organisées gratuitement par les écoles uniquement pour les classes de 5e et 6e pour permettre aux élèves d'affronter les épreuves des examens d'Etat. «Nous organisons des séances gratuites sur demande de l'enseignant s'il estime être en retard sur le programme», explique Jean Mamunga, directeur des études au collège Maele. Mais la pratique s'est généralisée jusqu'en 1^{ère} secondaire.

Aucune absence n'est tolérée

En principe, les enseignants devraient s'efforcer de terminer leur cours dans le temps imparti par le calendrier scolaire. Mais beaucoup n'y arrivent plus parce qu'ils enseignent dans plusieurs écoles

à la fois, travaillent dans un autre service, étudient... Ils manquent de temps pour préparer les leçons et sont fatigués. Mais les retards s'expliquent surtout par l'appât du gain : ils n'avancent guère pendant les heures de cours et demandent aux élèves de venir rattraper le week-end. Dès le début de l'année, les séances payantes et obligatoires commencent. Aucune absence n'est tolérée. Les enseignants qui dispensent les cours d'options ou de base de la filière (français, mathématiques, chimie, latin) sont les plus exigeants et les élèves y vont par peur de reprendre la classe. «A chaque séance, nous payons entre 100 Fc et 500 Fc» expliquent les élèves.

«Je supporte seul mes études. Les parents sont restés au village. En plus des 4500 Fc de la prime, je dois encore chaque fois payer 400 Fc ou 500 Fc pour les séances», s'indigne cet élève de l'Institut II de Kisangani, qui est aussi cycliste transporteur.

Responsabilités partagées

Des élèves affirment être menacés pendant les examens, pour n'avoir pas été à ces cours payants. Pour attirer du monde, certains professeurs résolvent en séance des exercices similaires aux questions des examens. Pour le chef de travaux Albertine Uzinga de la faculté de Psychologie et de sciences de l'éducation, «les élèves deviennent paresseux à cause de

la culture de la facilité. Et ceux qui n'ont pas de moyens sont voués à l'échec».

Cette pratique est connue des autorités de l'enseignement. Selon Brigitte Nyapudre, Inspecteur Principal Provincial de l'enseignement primaire et secondaire, «il a été demandé aux chefs d'établissements de la bannir». «Nous avons formellement interdit les séances en dehors des heures prévues sans l'avis de la direction. Mais certains enseignants continuent,» regrette Alphonse Molanga, directeur des études à l'Institut II de Kisangani.

«Nous organisons ces séances parce que nous sommes mal payés. Nos enfants sont chassés pour non paiement de la prime dans d'autres écoles», expliquent deux enseignants de cet institut. L'évaluation de 2008 sur les causes des échecs des élèves aux examens d'Etat a relevé que «le mauvais traitement des enseignants par l'Etat, le faible taux d'inspection des écoles et enseignants, l'inconscience professionnelle et l'attitude des parents qui veulent à tout prix que leurs enfants réussissent», cite Dominique Lekakwa, président de l'Association nationale des parents d'élèves du Congo. «Ces séances, conclut-il, traduisent l'impunité et le clientélisme qui rongent notre système éducatif.»

Lyly Bendea

ACTUALITÉS

Etat de droit

9 avril, le gouvernement provincial suspend deux cadres de la Régie des Travaux Publics soupçonnés d'avoir détourné des fonds destinés à des travaux de réhabilitation des écoles, centres de santé... dans le District de Bas-Uélé. En outre, le conseil des ministres exige d'évaluer les projets non exécutés par les Ong à la hauteur du financement reçu du gouvernement provincial et de traduire en justice leurs responsables pour la plupart des députés provinciaux. Certaines auraient reçu plus de 7 millions de Fc, d'autres plus de 10 000 \$, affirme une source du gouvernement provincial. «Tolérance zéro doit être appliquée sans faille à toutes ces organisations et

à leurs animateurs», déclare le ministre provincial de la Communication. Pierre Kibaka, activiste des droits de l'homme, qui craint que cette affaire soit classée sans suite, souhaite que le parquet soit saisi.

Sécurité

15 avril, visite du secrétaire d'Etat adjoint chargé des Affaires africaines des Etats-Unis. Johnnie Carson s'est entretenu avec la société civile sur la formation de militaires des FARDC par le commandement des USA pour l'Afrique (AFRICOM). Une formation professionnelle et aussi sur le respect des droits de l'homme pour développer une armée qui respecte l'autorité civile, protège sa population, sa nation et contribue à la stabilité de la région. La

base militaire de Kisangani sera réhabilitée et équipée. L'armée américaine aidera également à améliorer la procédure de paie des militaires. Elle intervient aussi dans le social : remise d'une centaine de livres à la bibliothèque centrale de l'Unikis, appui aux organisations féminines. Enfin Johnnie Carson a salué la normalisation des relations entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda.

Energie

19 avril, remise de deux transformateurs électriques pour alimenter les communes de Kabondo et Mangobo achetés par le gouvernement provincial en Ouganda. Ils remplaceront les anciens tombés en panne il y a près d'une année.

Kumbakumba, les vieux aux vieux vélos

Ils sont âgés mais poussent encore de très lourdes charges sur leurs vieux vélos. Leurs clients apprécient leur travail et leur honnêteté. Ces kumbakumba qui font ainsi vivre leur famille y laissent parfois leur santé.

Leurs vélos ont l'air aussi vieux qu'eux, parfois sans chaîne, ni frein, juste deux roues qui tournent. Eux, ce sont les kumbakumba, ces hommes âgés à l'air épuisé qu'on voit à l'entrée des marchés et là où les femmes viennent s'approvisionner. Malgré leur fatigue, ils refusent d'abdiquer. Nkoy Gérard, un ancien huissier, âgé de 61 ans, trouvé au marché I.A.T pousse ainsi son vélo chargé de 100 kg de riz, 3 bidons d'huiles de palme de 20 kg chacun, un colis de cossettes de manioc... «Je n'ai pas le choix, sinon quatre de mes cinq enfants seront chassés de l'école à cause de la prime», explique-t-il. Il gagne en moyenne 3500 à 4000 Fc par jour. Contrairement aux jeunes transporteurs, ces vieux ne se bousculent pas dans les parkings. Ils sont pour la plupart connus de leurs clientes et acheminent seuls les marchandises jusqu'à destination. Rares sont les vols. «Il ramène mes bidons d'huile de palme jusque chez moi à Mangobo sans perte», déclare Charlie Abedi, une cliente qui travaille avec son kumbakumba depuis 4 ans.

L'homme et l'engin se dégradent

Très motivés et fiers de leur métier, ces transporteurs âgés sont presque tous aimés de leurs clients. Leur courage force souvent l'admiration des jeunes. Au centre de ville de Kisangani, c'est dans un petit marché de la commune de Mangobo appelé Djubudjubu sur la rivière Tshopo où des pirogues ravitaillent la ville en denrées alimentaires que ce mode de transport a démarré. Auparavant seules les charrettes transportaient les produits achetés là par les ménagères et autres commerçants. Le vélo leur a damné le pion. «Le système s'observe maintenant dans tous les marchés», explique l'un des pionniers trouvé au marché Djubudjubu.

«Il y a 13 ans que je scolarise mes enfants seulement



Crédit photo : Mongongo

avec ce vélo», affirme André Bananga. Mais la quête de la survie fait oublier à ces vieux transporteurs le poids des marchandises qu'ils portent. Ce qui en étonne plus d'un. On peut voir un vélo avec trois sacs de riz poussés par un sexagénaire. L'homme et l'engin se dégradent. La plupart de ces vélos n'en ont plus que le nom : selle inexistante remplacée par des tissus, porte bagage plus large que d'ordinaire lié par des cordes, jantes déformées, pneus usés, guidons renforcés par des sticks...

«Malgré les réparations, mon vélo ne tient plus. C'est la force musculaire qui déplace cette charge», affirme Andre Bananga qui reconnaît n'avoir même pas d'économie pour sa santé ni pour réparer ou changer son vélo.

A les voir pousser ces très lourdes charges, on s'inquiète pour la santé de ces personnes déjà affaiblies par l'âge. «Elles peuvent souffrir de maladies dues au vieillissement des articulations, d'hernie. Le cœur et le poumon peuvent également être affectés. Mais ces transporteurs peuvent les éviter en prenant du temps de repos même un jour par semaine», explique le Docteur Lucien Bolukawoto, médecin aux cliniques universitaires de Kisangani.

Lambert Lambe

Mongongo Journal école

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, en face de BEGO CONGO
journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli
Tél : 243(0) 81 200 63 99

Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo, Hortense Basea, Lambert Lambe, Nadia Midesso, Gabriel Famba, Lyly Bendea, Daniel Lokulu (étudiants en Sciences de l'Information et de la Communication/Unikis)

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Distribution, marketing et maquette :

Jimmy Bakelenge
Tél : 243(0) 85 338 93 25

Supervision et formation :

Syfia international
Mail : contact@syfia.info
Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Impression : Bureautique Mwenyemali

Dessin : Roger Bamungu

Abonnement annuel (24 numéros) 10 \$,
abonnement de soutien 50 \$ minimum.

Points de vente : Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café Batam de l'Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Terrasse Transit en face de la banque la Cruche et Paroisse Christ Roi Mangobo